



Notre boulot,
défendre le vôtre



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA CSC

A l'attention de la rédaction

«Sociale» - 1 page

Bruxelles, le 6 mai 2005

L'OIT APPELLE AU BOYCOT DE LA BIRMANIE (MYANMAR)

L'OIT, l'organisation de l'ONU compétente pour la régulation du travail, appelle les Etats membres à rompre leurs relations commerciales avec la Birmanie (Myanmar).

Depuis de nombreuses années, la Birmanie est au banc des accusés parce qu'elle enfreint gravement la Convention 29 de l'OIT sur l'interdiction du travail forcé: réquisition de personnes et d'argent pour la construction de ponts, de routes et de camps militaires (surtout dans les régions ethniques et frontalières), embrigadement de jeunes dans l'armée, mobilisation de personnes pour la détection de mines terrestres, etc.

Depuis des années, l'OIT tente par la voie de la diplomatie et de l'aide directe de faire changer d'attitude le régime militaire installé au Myanmar. Des missions ont été effectuées au plus haut niveau, un agent de liaison du Bureau international du Travail a été envoyé sur place et un plan d'action commun a été élaboré. En vain !

Malgré ces initiatives, la situation s'est encore aggravée. Le travail forcé s'est même développé et le gouvernement refuse toute collaboration. La mission envoyée en février est revenue bredouille après à peine deux jours, l'envoyé du BIT sur place ne peut plus se déplacer librement et les Birmans qui viennent se plaindre auprès du BIT sont poursuivis ou menacés de poursuites. Quant au régime de résidence forcée imposé à Aung San Suu Kyie, leader de l'opposition et prix Nobel, il a été durci. Tout contact avec elle est interdit. Son médecin ne peut la voir qu'une seule fois par mois.

Luc CORTEBEECK, président de la CSC qui est le porte-parole du Groupe des travailleurs et le vice-président de la Commission des normes du travail a donc tiré les conclusions suivantes: comme le Myanmar ne veut pas modifier son attitude en matière de travail forcé, le BIT (Bureau international du Travail) doit agir et mettre en œuvre les grands moyens.

Ces conclusions sont aussi le fruit d'une concertation avec le syndicat FTUB exilé en Thaïlande et dirigé par Maung-Maung ainsi qu'avec des ONG actives dans la région. Le groupe des travailleurs, la plupart des gouvernements et l'Union européenne se sont ralliés à ces conclusions. C'est sans doute le seul moyen de mettre fin à des situations intolérables

Conséquence: le directeur général du BIT demandera à toutes les parties concernées (gouvernements, organisations syndicales et patronales, organisations internationales, en ce compris le Conseil économique et social des Nations Unies) de revoir leurs relations avec la Birmanie. Sont explicitement concernés les entreprises étrangères, les fonds de placement et les importateurs. En des termes moins diplomatiques, cela signifie que le BIT appelle les Etats membres à rompre leurs relations commerciales avec le Myanmar.

Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique

chaussée de Haecht 579 | 1030 Bruxelles | Tél.: 02/246.32.84 | GSM 0476/41.00.24 | E-mail : ddecrop@acv-csc.be | www.csc-en-ligne.be